

**CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS  
SUBVENTION SPECIFIQUE**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

L'E.P.C.I. **La Métropole Aix-Marseille-Provence**  
**58, boulevard Charles Livon**  
**13007 MARSEILLE**

représenté par Sa Présidente en exercice régulièrement habilitée à signer la présente convention par délibération n° du Bureau de la Métropole en date du 30 juin 2022

ci-après désigné **« la Métropole »**

**ET**

L'Association **INDUSTRIES MEDITERRANEE**

siège Tour Méditerranée  
65 avenue Jules Cantini  
13006 MARSEILLE

représentée par Sa Présidente, Madame Christine BAZE

ci-après désignée **« l'association »**

**Il est convenu ce qui suit :**

**PREAMBULE**

Conformément aux orientations données lors des Assises nationales de la vie associative, les administrations doivent, dans les relations qu'elles nouent avec les associations, veiller tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui sont le fondement de la vie associative.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole en faveur des acteurs associatifs qui œuvrent dans le domaine du développement économique.

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

En 2022, Forindustrie se décline en 2 volets :

- L'expérience digitale, précédemment sous le nom d'Usine Extraordinaire.
- Le dîner extraordinaire.

A partir du 14 novembre, les jeunes collégiens et lycéens pourront découvrir une nouvelle image de l'industrie sur une plateforme digitale sous forme d'archipel regroupant les différentes filières industrielles du territoire.

Au programme :

- Une présentation des filières industrielles et des métiers
- Des visites virtuelles de sites de production
- Des démonstrations d'innovations industrielles
- Des quizz interactifs
- Des échanges en direct avec des industriels, du 14 novembre au 25 novembre.

Les classes pourront accéder directement aux entreprises industrielles de leur environnement de proximité.

Cette année, Forindustrie revient avec une nouvelle formule : un véritable jeu interactif.

Chaque classe pourra, sur inscription, créer son parcours et visiter un archipel industriel avec quizz et objets interactifs qui permettront à la classe de gagner des points.

Les élèves pourront également individuellement accéder à cette plateforme digitale pour faire gagner des points à la classe.

Les classes gagnantes pourront visiter des sites industriels en présentiel ou recevoir des trophées.

Afin de faciliter cet évènement digital, des rencontres seront prévues entre professionnels de l'industrie et enseignants lors de 3 journées pédagogiques pour contribuer à une meilleure connaissance réciproque comme à une meilleure appropriation des parcours par les enseignants.

Pour clôturer cet évènement, un dîner extraordinaire sera organisé à une date qui pourrait être le 1er décembre. Ce dîner extraordinaire regroupera entre 150 et 200 acteurs de l'industrie, partenaires de l'évènement, institutionnels et élus pour partager autour des enjeux de l'industrie.

Forindustrie entre en totale cohérence avec les objectifs du ministère de l'éducation nationale pour la semaine de l'industrie, comme dans les objectifs du Conseil National de l'Industrie, de France Relance pour la reconquête industrielle française.

L'évènement s'inscrit également pleinement dans les grands axes de travail de la métropole concernant l'attractivité du territoire :

- Montrer une industrie respectueuse de l'environnement, inclusive et engagée dans la responsabilité sociale de ses entreprises.
- Permettre aux jeunes de découvrir des métiers qui leur donneront un emploi plus tard et découvrir des vocations
- Permettre aux entreprises du territoire de faire découvrir leur activité et de pouvoir attirer des jeunes talents pour leurs enjeux de recrutement de moyen terme.

A cette fin, l'association s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Métropole s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs pour l'année 2022.

## **ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2022 et trouvera son terme au plus tard au versement du solde de la subvention.

## **ARTICLE 3 : INDEPENDANCE DE L'ASSOCIATION**

Pour mettre en œuvre ces actions notamment avec les moyens qui lui sont alloués par la Métropole, l'association jouit d'une indépendance de décision dans la définition de ses actions et dans la conduite de ses tâches de gestion et d'administration.

Cette indépendance s'exerce en conformité avec les statuts de l'association, à partir des instances créées (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Bureau...)

Cependant, la Métropole peut requérir, en cours d'année toutes les informations et tous documents utiles au contrôle de l'exécution des engagements pris par l'association et justifiant l'octroi de la subvention.

De plus, les actions visées ci-dessus sont réalisées sous la responsabilité de l'association et ne peuvent être confiées, pour tout ou partie, à des tiers sans l'accord de la Métropole.

L'association s'engage en outre à :

- respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités ;
- fournir à la Métropole les attestations d'assurance visant à garantir sa responsabilité civile, et en particulier, pour la ou les activités, objet(s) de la présente convention.

De manière générale, l'association devra se trouver en situation régulière au regard des organismes sociaux et fiscaux, ainsi que des dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel, notamment en matière salariale.

## **ARTICLE 4 : COUT DE L'ACTION ET PARTICIPATION DE LA MÉTROPOLE**

### **4.1 Budget prévisionnel de l'action :**

- L'annexe I à la présente convention précise :

-Le budget prévisionnel de l'action, objet de l'article 1<sup>er</sup>, ainsi que les moyens affectés à sa réalisation en détaillant les autres financements attendus et en distinguant notamment les apports des collectivités territoriales, les ressources propres, etc.

Conformément à l'annexe I, le coût total prévisionnel (total des produits hors contributions volontaires) de l'action, objet de la présente convention, est d'un montant de 250 000 €, réparti comme suit :

Action n°1 : « Organisation de Forindustrie » : 25 000€

#### **4.2 Participation de la Métropole et modalités de calcul :**

La participation de la Métropole est d'un montant de 25 000€.

Cette participation représente 10 % du coût total prévisionnel de l'action (*hors contributions volontaires*).

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la Métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés au titre de la présente convention.

Cette subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par l'association de ses obligations légales et contractuelles.

#### **4.3 Modalités de versement de la subvention :**

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvée par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM en date du 31 juillet 2020, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte de 80% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire, après la signature de la convention par les deux parties ;
- le solde, sur demande du bénéficiaire, après la remise des pièces prévues à l'article 6.2 de la présente convention.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

### **ARTICLE 5 : CONTROLE, SUIVI, EVALUATION**

#### **5.1 Contrôle :**

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Métropole. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Le refus de leur communication entraîne le remboursement de la subvention.

#### **5.2 Suivi :**

L'association s'engage à informer régulièrement la Métropole de l'état d'avancement et de déroulement de l'action définie à l'article 1 de la convention selon des modalités établies d'un commun accord entre les deux parties.

La Métropole pourra demander à l'association de participer à des réunions de suivi, à chaque fois qu'elle le jugera utile.

### **5.3 Évaluation :**

L'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis par l'association auxquels la Métropole a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée par la Métropole.

Pour ce faire, une réunion comprenant les deux parties pourra être organisée par la Métropole à tout moment jugé utile.

Le non-respect par l'association de ses obligations conventionnelles se traduira par des demandes d'explication par les services opérationnels de la Métropole, et le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

### **5.4 Renouvellement :**

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 6.2 et aux contrôles prévus à l'article 5.1.

## **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES – JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

### **6.1 Obligations comptables :**

Préalablement à ce qui suit, la présente convention rappelle que :

- Les associations doivent adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018 ;
- Conformément à l'article L. 612-4 du Code du commerce, pour tout montant supérieur à 153 000 euros de subventions publiques :
  - l'association doit établir chaque année des comptes annuels comprenant : le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
  - l'association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes. Dans ce cas, l'association s'engage à transmettre à la Métropole tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ;
- Si la subvention annuelle est supérieure à 75 000 euros ou représente plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels conformément à l'article L. 2313-1-1 et R.2313-5 du CGCT. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise, le cas échéant ;
- En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

### **6.2 Justificatifs à fournir par l'association :**

L'association dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (courant de préférence du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre), **s'engage dans les six**

**mois suivant la clôture de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée, à fournir les documents suivants :**

- **le compte rendu financier (Cerfa n° 15059) de l'emploi de la subvention** signé par le Président de l'association ou toute personne habilitée conformément à l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier pris en application de l'article 10 alinéa de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;
- **les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes** prévus par l'article L. 612-4 du Code de commerce ou la référence de leur publication au Journal Officiel, le cas échéant ;
- **le rapport d'activité de l'année écoulée ;**
- **le procès-verbal de l'Assemblée Générale approuvant tous les documents précités.**

### **6.3 Autres engagements :**

Par ailleurs, l'association s'engage à communiquer à la Métropole toute modification intervenue dans la composition du Conseil d'administration et du Bureau de l'association et des statuts.

## **ARTICLE 7 : PUBLICITE - COMMUNICATION**

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, le logo de la Métropole en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de celle-ci.

La Métropole pourra demander à l'association des justificatifs attestant de l'apposition du logo (photographie par exemple).

L'association s'engage également à communiquer sur le partenariat avec la Métropole dans toute conférence de presse, interview, etc. et faire participer les représentants de la Métropole aux actions publiques concernées.

En cas de non-respect de ces obligations, la Métropole se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée.

## **ARTICLE 8 : REVERSEMENT, RESILIATION ET LITIGES**

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Métropole, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de dissolution ou de liquidation de l'association ou encore si cette dernière ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence ayant motivé le soutien de la Métropole.

En cas de manquement grave de l'association, la Métropole sera fondée d'exiger la restitution des sommes perçues, soit en totalité, soit au prorata temporis.

## **ARTICLE 9 : AVENANT**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord par les deux parties fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 10 : INTANGIBILITE DES CLAUSES**

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente convention.

#### **ARTICLE 11 : INTUITU PERSONAE**

La présente convention étant conclue « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

#### **ARTICLE 12 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 22-24 rue Breteuil, 13281 Marseille, cedex 06. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Marseille, le

**Pour l'Association**

**Pour la Métropole**

**La Présidente  
Christine BAZE**

**La Présidente  
Martine VASSAL**

**ANNEXE I - A LA CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS  
INDUSTRIES MEDITERRANEE  
Budget Prévisionnel de l'Action Année 2022**

Exercice 20 22

CHARGES DIRECTES	MONTANT <sup>12</sup>		RESSOURCES DIRECTES	MONTANT <sup>12</sup>	
<b>60 - Achats</b>		€	<b>70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>		€
Achats stockés (matières premières, autres)		€	<b>73 - Dotation et produits de tarification</b>		€
Achats d'études et de prestations de services		€	<b>74 - Subventions d'exploitation (13)</b>		€
Achats de matériel, équipements et travaux		€	État: préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)		€
Achats non stockés (eau, énergie, fournitures)		€			€
Achats de marchandises		€			€
Autres achats		€	Région(s)	50000	€
<b>61 - Services extérieurs</b>		€	Département(s)	45000	€
Sous-traitance générale	149000	€			€
Redevances de crédit-bail		€	<b>TOTAL Métropole Aix Marseille Provence + Territoire(s)</b>		€
Locations mobilières et immobilières		€	Métropole Aix Marseille Provence (Échelon central)	25000	€
Charges locatives et de copropriété		€	Territoire Marseille-Provence		€
Entretien et réparations		€	Territoire du Pays d'Aix		€
Primes d'assurances	1000	€	Territoire du Pays Salonais		€
Divers (études / recherches, documentation, colloques...)		€	Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile		€
<b>62 - Autres services extérieurs</b>		€	Territoire Istres-Ouest Provence		€
Personnel extérieur	5000	€	Territoire du Pays de Martigues		€
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires		€	Communes		€
Publicité, information et publications	5000	€			€
Transports de biens et transports collectifs du personnel		€	<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	150000	€
Déplacements, missions et réceptions		€	(dont cotisations, dans manuels ou legs)		€
Frais postaux et de télécommunications		€	<b>76 - Produits financiers</b>		€
Autres (travaux exécutés à l'extérieur etc...)		€	<b>77 - Produits exceptionnels</b>		€
<b>63 - Impôts et taxes</b>		€	<b>78 - Reprises sur amortissements provisions</b>		€
Impôts et taxes sur rémunérations		€	<b>79 - Transfert de charges</b>		€
Autres impôts et taxes		€			€
<b>64 - Charges de personnel</b>		€	<b>RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES</b>		€
Rémunérations du personnel		€			€
Charges sociales		€			€
Autres charges de personnel		€			€
<b>65 - Autres charges de gestion courante</b>		€	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	250000	€
<b>66 - Charges financières</b>		€			€
<b>67 - Charges exceptionnelles</b>		€			€
<b>68 - Dotation aux amortissements et provisions, engagements à réaliser sur ressources affectées</b>		€			€
<b>69 - Impôts sur les bénéfices</b>		€			€
CHARGES INDIRECTES			RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES		
<b>Charges fixes de fonctionnement</b>		€			€
Frais financier		€			€
Autres		€			€
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	250000	€	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	250000	€
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>14</sup>					
<b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature</b>		€	<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>		€
Secours en nature		€	Bénévolat		€
Mise à disposition gratuite biens et prestations	50000	€	Prestation en nature	50000	€
Personnel bénévole		€	Dons en nature		€
<b>TOTAL GENERAL DES CHARGES</b>	300000	€	<b>TOTAL GENERAL DES PRODUITS</b>	300000	€

Fait à: MARSEILLE

Le 14.5.2022

Cachet de l'association

Signature du Président

**INDUSTRIES MÉDITERRANÉE**  
Tour Méditerranée - 65 Av. J. Cantini

<sup>12</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros. <sup>13</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indicateurs sur les financements demandés auprès d'autres financements publics ou privés doivent être indiqués dans le tableau ci-dessous. <sup>14</sup> Le plan comptable est basé sur le plan comptable 2018-06 du 05 décembre 2018, précisant à minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité multiple.

13796 MARSEILLE LEONAKZO  
Tel: 04 91 80 94 38 Fax: 04 91 78 59 40  
Siret 851 456 988 00019 - code APE 9411Z  
Page 24 sur 40